

Ce livret est financé par :



Région Nord Pas-de-Calais



Région Wallonne



Interreg III



avec le soutien du FEDER

© «carpenteurs» - Periferia - 2005

Réseau Capacitation Citoyenne

la CLCV de Grande-Synthe

## la CLCV de Grande-Synthe

association  
Consommation  
Logement et  
Cadre de Vie

# Sommaire

<u>Le réseau Capacitation Citoyenne</u>	3
<u>La CLCV de Grande-Synthe</u>	7
Historique de l'action Santé/Environnement	14
<u>Questions de Capacitation</u>	17
Les thématiques faire admettre la pertinence d'une association généraliste	18
Règles questionner les autres pour agir collectivement	20
La décision celui qui fait, fait bien ?	24
L'animation la professionnalisation, rançon du bénévolat ?	25
L'échelle de territoire d'intervention du village au planétaire ?	30
Publics des intérêts particuliers aux enjeux collectifs	31

# Le réseau Capacitation Citoyenne

Mobilisation ... et démobilisation ?	33
Le projet citoyen au quotidien, pour un monde plus juste et en paix, libérer la parole ?	36
Réseaux pour ne pas disperser les forces	37
Transformation des participants capacitation ?	39
L'influence sur les institutions se faire admettre comme partenaire, et "évaluer la prévention"	42

Ce livret fait partie d'une série, d'une histoire. En 2000, un premier ensemble de treize livrets a été réalisé par des groupes de la Région Nord-Pas-de-Calais et de l'agglomération Grenobloise en France, et des groupes du Sénégal et du Brésil.

2003 a permis de reprendre la dynamique et 2004 est l'année de la relance qui voit la parution d'un nouvel ensemble.

Ces livrets rendent compte d'une réflexion commune portée sur leur propre action par les personnes impliquées dans un projet collectif. C'est une sorte d'auto-évaluation qui tente de mettre en valeur la capacitation citoyenne de l'action.

Ce mot "capacitation", qui est un néologisme emprunté à la fois aux Brésiliens et aux Sénégalais, a fait son chemin dans la terminologie du mouvement participatif, depuis la parution des treize premiers livrets. Cousin du mot "formation", il place davantage l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation, dans un contexte et des processus collectifs. On a pu synthétiser en disant « **La capacitation citoyenne, c'est comprendre les raisons de sa situation et pouvoir mieux agir dessus avec d'autres citoyens** ».

Bien que chaque livret soit issu d'un dispositif différent et soit élaboré dans un contexte particulier, sa constitution suit en général le même cheminement. Un groupe est contacté et informé sur le réseau Capacitation Citoyenne. S'il est intéressé et qu'il accepte de réaliser un livret, il choisit et propose lui-même les personnes invitées à travailler. Trois à quatre réunions sont alors organisées. Après un premier temps de description de l'action effectuée par le groupe, on répond collectivement et contradictoirement à une série de questions ouvertes. Un ou deux animateurs du réseau Capacitation Citoyenne, extérieurs au groupe, ont pour mission d'animer ces réunions et de consigner par écrit ce qui s'y dit, puis, à la séance suivante, on relit l'intégralité des textes ensemble.

On prend alors le temps de modifier, préciser, amender la formulation. Le groupe choisit les illustrations qui ponctueront le livret. Il reçoit ensuite une cinquantaine de livrets qui lui permettent de s'en servir comme carte de visite, plaquette ou document de présentation et de réflexion.

Les autres livrets sont distribués d'abord aux groupes qui ont fait le même exercice et qui ainsi peuvent découvrir les autres expériences. Enfin, une diffusion à la demande est faite par les institutions qui financent l'action ou par les animateurs du réseau Capacitation Citoyenne.

Au-delà de l'échange de livrets entre les groupes, le réseau Capacitation Citoyenne organise des rencontres entre les personnes. Ces rencontres sont de trois ordres. Ce sont des rencontres thématiques qui rassemblent des groupes voulant travailler sur un sujet particulier. Ce sont des échanges entre deux groupes qui peuvent aller jusqu'à des séjours de quelques jours les uns chez les autres pour approfondir la compréhension d'un dispositif. Ce sont enfin des rencontres de tous les groupes, ensemble, qui développent alors des ateliers sur la capacitation citoyenne et décident des orientations du programme. Par ailleurs, le réseau favorise la formulation et la mise en œuvre d'actions communes.

## La CLCV de Grande-Synthe

Lors des premières rencontres Capacitation Citoyenne à Dunkerque, en septembre 2000, les participants ont initié l'idée d'un réseau et souhaité un prolongement de l'action au-delà des treize premières expériences. Aujourd'hui, ce sont de nouvelles énergies qui viennent s'ajouter aux potentiels déjà révélés par les premières initiatives.

...

La CLCV de Grande-Synthe, dans le Nord, est l'association locale "**Consommation Logement et Cadre de Vie**" d'une confédération nationale d'éducation populaire regroupant plus de 400 associations réparties dans toute la France, créée en 1952 et agréée comme association de défense de l'environnement. Jusqu'en 1976, c'était l'APF, Association Populaire Familiale, puis jusqu'en 1998, la CSCV, Confédération Syndicale du Cadre de Vie, et depuis, la CLCV.

Les logos successifs de la fédération



L'association a accompagné la croissance fulgurante de la population de Grande-Synthe, passée d'un millier habitants en 1961 à 15000 en 1974, du fait de l'implantation d'Usinor à l'ouest de Dunkerque. Le territoire de la ZUP avait été conçu à cheval sur deux villes: Grande-Synthe, et Petite-Synthe qui comprenait les 8000 habitants du quartier de l'Albeck. Celui-ci, après une dizaine d'années de luttes, a été rattaché administrativement à Grande-Synthe en 1981.

L'action Santé-Environnement de la CLCV de Grande-Synthe est menée seule ou en partenariat avec les autres membres de l'ADELFA, Association de Défense de l'Environnement du Littoral Flandre Artois. Elle vise à interpeller les institutions et les industriels pour développer une prise en compte concrète des conséquences des nuisances environnementales sur les conditions de santé des gens.

L'association de Grande-Synthe a été créée en 62 et déclarée en 65.

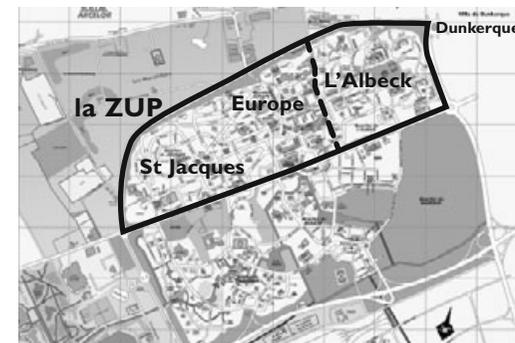
*C'est « une association généraliste regroupant des habitants, consommateurs et usagers, qui agissent dans tous les domaines du cadre de vie pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées et participer à la vie de la cité. »*

Elle vise à ce que chacun puisse participer aux décisions de la vie sociale et économique en protégeant l'avenir; à vivre mieux en contribuant à préserver les ressources, à lutter contre toutes les formes d'exclusion et à développer toutes les solidarités.

Elle est force d'initiatives et de propositions et ses actions en cours sont:

- Consommation: intervention auprès des commerçants, directeurs de supermarchés ou d'entreprises au sujet de publicités mensongères, de problèmes d'affichages de prix, des défauts dans les produits, des retards ou non-conformité des livraisons, ou inexécution de travaux.

Plan de Grande-Synthe



- Logement : permanences d'accueil-conseil, vérification des charges locatives, actions pour obtenir l'entretien régulier et les gros travaux SANS augmentation de loyer, pour parvenir à un logement de qualité pour tous. En ce moment une action nationale est menée pour maintenir le versement des APL, Allocations Personnalisées au Logement, par la Caisse d'Allocations Familiales, même dans les cas où elles sont inférieures à 15 euros mensuels.
- Cadre de Vie - Santé/Environnement : actions pour le maintien et le développement de lieux d'information, de prévention et de soins proches de chez soi, préservation de l'air et de l'environnement en général, développement des transports collectifs de la commune vers le centre de l'agglomération.

Tout le travail repose sur la cinquantaine de bénévoles, une dizaine étant particulièrement actifs. Elle organise des rencontres avec les habitants sur les thèmes choisis, tient des permanences d'accueil, réalise des tracts ou brochures d'informations sur les actions en cours, organise des débats publics, et elle est représentée dans les instances locales, régionales, nationales, auxquelles elle parvient à être associée.

Elle participe notamment à différentes instances de concertation : PDU (Plan de Déplacement Urbain), SPPPI (Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles), Opal'Air-ATMO, CDD-AD

(Conseil de Développement Durable de l'Agglomération Dunkerquoise), où l'on rencontre élus, industriels, représentants d'administration, bailleurs...

La CLCV bénéficie de la politique de soutien aux associations de la Ville de Grande-Synthe, par une subvention -variable- de fonctionnement, un local et l'utilisation d'un photocopieur à prix coûtant. Elle obtient parfois des subventions sur des projets par d'autres institutions. L'association nationale, qui reçoit 22 des 25 euros de cotisation, édite et diffuse le journal, met à disposition des moyens d'information, de formation, et d'organisation aux niveaux départemental, régional ou national (par exemple pour une action vis-à-vis d'Offices Publics de HLM, sur la qualité des aliments, les économies d'énergie...).

*La ZUP en 1970*



En ce qui concerne la santé et l'environnement, l'association a commencé son action par une mobilisation pour obtenir des services de prévention et soins dans la ville. Dans les années 70 elle a participé à la lutte pour obtenir un Centre de Santé et une Polyclinique, manquant cruellement pour l'ensemble du secteur. En 1984, est créé un CHS, Comité d'Hygiène et de Santé sur le quartier de l'Albeck, qui a obtenu un financement de la DRASS (Direction Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale) pour effectuer des mesures de bruit et d'humidité avant et après les premières grandes rénovations. Des tracts traduits en turc, en portugais, et en arabe ont été réalisés à l'occasion de ce travail sur le lien entre habitat et santé.

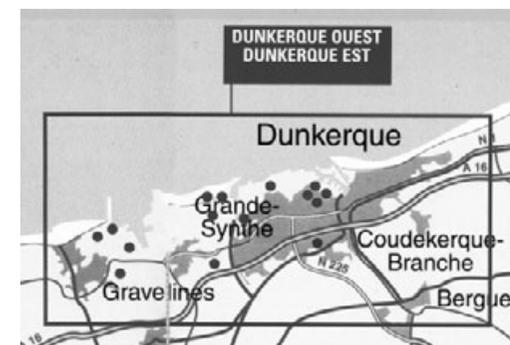
En 1995, elle participe aux manifestations pour la défense de la sécurité sociale, contre la réforme hospitalière dite réforme Juppé, et suite à cela elle organise des formations et informations, des débats publics à propos de la réforme hospitalière, et elle participe aux assises, états généraux et conférences régionales sur la santé.

Sur cette question, il faut savoir qu'il y a dans l'agglomération dunkerquoise 14 industries classées Seveso-un (niveau haut) à risques importants, et la centrale nucléaire la plus importante d'Europe avec 9 réacteurs. Si le réacteur EPR sera finalement construit à

Flamanville, les risques dénoncés lors de la lutte contre son implantation restent un souci pour l'association. Pourtant l'environnement naturel, mer et campagne, sont très appréciés par les habitants et visiteurs.

La CLCV de Grande-Synthe est donc très concernée par ce sujet, et c'est pour mutualiser les compétences et moyens d'action qu'elle s'est alliée à d'autres en 1974 pour créer l'ADELFA, une fédération regroupant désormais une trentaine d'associations locales ou de thématiques précises de défense de l'environnement.

*Situation des sites Seveso*



## Historique

*de l'action Santé / Environnement*

1995, réforme Juppé sur la Sécurité Sociale et l'organisation hospitalière, la CLCV décide d'agir et participe à des manifestations à Lille et Dunkerque.

1996/97: Une formation est organisée pour les militants, par l'Institut de Formation du Cadre de Vie, pour mieux comprendre les enjeux de cette réforme, indépendamment des dires des politiques et des syndicats. Quelques lignes prioritaires en sont déterminées, en particulier le maintien d'un niveau de remboursement correct, et du système de répartition (tout le monde cotise selon ses moyens et chacun reçoit selon ses besoins, au contraire de la capitalisation où l'on est remboursé en fonction de ce que l'on a pu cotiser).

Sont créés les SROS, Schéma Régional d'Organisation Sanitaire, qui visent notamment à une redistribution des soins hospitaliers. Sur le littoral, il semble envisagé de transformer la Polyclinique en "annexe" de l'hôpital généraliste, par exemple en établissement spécialisé en soins palliatifs et psychiatriques.

Cette crainte étant renforcée par les informations recueillies, la décision est prise de lancer une enquête.

Après dépouillement de celle-ci, qui a été menée également aux centres hospitaliers de Zuydcoote et de Dunkerque, une synthèse a été établie pour rencontrer les responsables, élus, directeurs et techniciens, en charge des questions de Santé, ainsi que le représentant de l'Etat. L'association a pris la décision de participer à toutes les réunions sur le sujet de la santé pour dire ce que vivent les gens, ce qu'ils constatent, des décès précoces, des maladies, pour rappeler que chiffres et pourcentages représentent des femmes, des hommes et des enfants.

*Un environnement industriel*



## Questions de Capacitation

A la suite de la participation aux Assises Régionales de la Santé, et aux Etats Généraux de la Santé, la CLCV de Grande-Synthe est invitée aux conférences régionales de santé, qui présentent les choix de l'année à venir et les plans régionaux de santé. Son action a reçu alors le label EGS, Etats Généraux de la Santé, qui ne procure pas de financement mais une reconnaissance du sérieux de l'association comme partenaire.

En 2000, suite à ces réflexions et interventions, et à la création du PRASE, Programme Régional Action Santé Environnement, la CLCV dépose une demande de subvention et reçoit un financement pour mener une enquête sur la perception par les gens des liens entre environnement et santé. Ce financement est accordé conjointement par les différents organismes d'assurance maladie et vieillesse (CRAM, URCAM, Assurance Maladie), les collectivités territoriales (Région, Département, Ville de Grande-Synthe), l'Académie de Lille et la direction Jeunesse et Sports, l'Urmel, Union Régionale des Médecins Libéraux du Nord Pas-de-Calais, la DRASS et l'Agence Régionale d'Hospitalisation, regroupées dans le PRASE.

*Le livret en cours de réalisation au local*



## Les thématiques

*faire admettre la pertinence d'une association généraliste*

« **S**ouvent on nous dit "on vous voit partout, vous êtes partout, vous vous occupez de tout!" » La C-L-C-V s'occupe de consommation, logement, et cadre de vie, donc ses thématiques sont fonction des besoins exprimés, et elle se revendique comme généraliste : « *la vie quotidienne, c'est un tout.* »

À la question d'associer les habitants, le groupe réagit « *nous on EST des habitants, pas des professionnels de l'animation.* » Les membres précisent qu'ils partagent avec les autres une compétence acquise souvent parce qu'ayant déjà rencontré le problème, et qu'ils accompagnent les personnes, sans faire à leur place.

Et être polyvalents rend inclassables. La prise en compte de la complexité n'est pas simple à faire admettre « *par exemple quand il s'agit d'EDF, de questions d'électricité, du choix du nucléaire, se posent à la fois des questions de consommation d'électricité, de coût, et des questions d'environnement, de préservation de la nature, de santé et de sécurité aujourd'hui et demain.* »

D'autre part, lorsque l'on est confrontés à des sujets techniquement très pointus, il faut un effort permanent de traduction des sigles, de certains termes, pour élargir le groupe au-delà des initiés et permettre à tous de réagir.

L'association, depuis sa création a notamment initié ou contribué aux améliorations de la vie quotidienne suivantes :

- Centre de Santé
- Marché
- Poste de police
- Collège
- Ecoles en dur
- Lycée du Noordover
- Polyclinique
- Maisons de Quartier
- Rattachement du quartier de l'Albeck

Elle a autant que possible participé ensuite à la gestion de ces équipements, si possible à titre délibératif et non seulement consultatif.

Différentes brochures disponibles



## Règles

*questionner les autres pour agir collectivement*

« **N**ous on agit, c'est notre créneau, avec un groupe de personnes concernées, par exemple les locataires d'un immeuble, souvent à partir d'enquêtes. »

Lorsque l'on perçoit un problème, que plusieurs personnes en parlent en réunion, l'association fait des enquêtes pour vérifier qu'elle ne se trompe pas de sujet, d'attentes, pour mener des actions en fonction des questionnements des gens. Elle réalise ensuite des publications et des réunions auxquelles ils viendront, **« puisque c'est pour répondre à leurs besoins. »**

Sur les équipements hospitaliers, il y a eu 2 enquêtes, à l'Hôpital Maritime de Zuydcoote, au Centre Hospitalier de Dunkerque, et à la Polyclinique de Grande-Synthe, en s'interrogeant sur ce qui ne va pas mais aussi ce qui va, pour pouvoir s'appuyer sur les points positifs en termes d'accessibilité aux soins.

Pour Santé-Environnement, une enquête à l'échelle de l'agglomération dunkerquoise cherchait à connaître l'opinion des gens sur l'influence de l'environnement sur la santé, en vue d'actions. La méthode d'enquête était déjà une action en soi: il était proposé à des représentants d'autres associations de relayer l'enquête, donc de les informer (voir encadré p.22). Le PRASE (Programme Régional d'Actions Santé-Environnement) a participé au financement de l'action.

L'enquête a été diffusée à 1500 exemplaires, et 300 questionnaires se sont révélés exploitables.

Pour les résultats de celle-ci, en termes de nuisances **« on a tout: usines, routes, ports, canaux, il ne manque qu'un aéroport ici, encore qu'on ait déjà le passage de la ligne Bruxelles-Londres ! »**

Sur le quartier, la ville et l'agglomération, les gens se rendent compte des nuisances. Ils considèrent aussi que, si les industriels et les élus doivent agir, chacun de nous également. Sur le logement, **« les gens ont l'ambition de leurs moyens »**, ils réclament peu, ce qui est expliqué par le groupe comme provenant du fait qu'il y a très peu d'insalubrité, à cause de la démolition quasi totale du village en 1944 et de 80% des villes du littoral pendant la guerre, et de l'époque assez récente des logements du personnel d'Usinor.

Après dépouillement, le résultat de ce test permet d'améliorer les questions et d'élaborer une grille de dépouillement, et une seconde version, plus technique, est réalisée. Elle est alors diffusée largement.

Les questions sont explicitées aux membres, partenaires et sympathisants de l'association, pour relayer, puis réaliser l'enquête au porte-à-porte, en rencontre directe, et en notant la parole des gens.



## La décision

*celui qui fait, fait bien ?*

**D**u point de vue de la structure associative, la CLCV de Grande-Synthe fonctionne comme dans une autre association : des adhérents, une Assemblée Générale un Conseil d'Administration, un Bureau...

Du point de vue des actions, ceux qui veulent passer à l'acte, du moment que les principes et la méthode sont respectés, lancent le projet.

À la question du petit nombre de participants à la rédaction du livret, le groupe répond avoir eu la volonté d'être restreint pour agir plus efficacement, en rappelant en outre que tout le monde est bénévole (de son temps).

C'est donc le "noyau dur" qui s'est réuni. Ce sont les membres qui initient le plus souvent l'organisation des actions, et se réunissent ensuite plus largement sur le principe de proposition à agir, plutôt que "d'injonctions" aux membres de l'association.

## L'animation

*la professionnalisation, rançon du bénévolat ?*

« **J**e suis Présidente parce qu'à un moment donné personne d'autre ne voulait l'être, mais moi toute seule je ne peux rien. »

Il y a beaucoup de changement depuis vingt ans. À l'époque, pour justifier d'un besoin, puis de l'utilisation des moyens, on faisait un courrier. Petit à petit « **il a fallu faire de beaux dossiers - mais pas trop épais quand même-, ça devient du professionnalisme.** »

Le problème, ce n'est pas que des gens animent l'action, c'est d'obtenir les moyens d'action : de se déplacer, de se réunir, de s'informer, et d'informer les autres.

*Stand d'exposition*



Par moments on éprouve un écœurement face à un soi-disant intérêt institutionnel pour ce que font les habitants, « *quand on fait quelque chose, à tous les niveaux ils en parlent, mais trop souvent dans le quotidien on n'a aucun moyen, même pas de mobilier, d'autres n'ont même pas de local... il n'y a pas de lignes budgétaires, et souvent on annonce d'entrée de jeu "pas d'indemnités".* »

Et c'est tellement compliqué de remplir les dossiers, que « *ça aboutit à de l'auto-censure, on ne les rend pas.* » Les obstacles ne sont pas seulement financiers, quelquefois on a des bâtons dans les roues sur des prétextes administratifs relevant de la "politique de guichet": on n'entre pas dans une case précise. « *Une fois on nous a répondu "on ne paie pas un bus pour boire un café", sur une demande pour une rencontre entre associations, alors qu'il s'agissait d'un échange d'expériences entre groupes d'habitants de Calais, Boulogne et Dunkerque.* »

Il faut aussi comprendre la différence entre budget de fonctionnement et budget sur projet, ce qui n'est pas évident.

Le problème du thème Santé/Environnement c'est qu'une demande de financement n'entre pas soit dans santé, soit dans environnement, et c'est souvent un prétexte pour le refuser.

Cette année, l'association n'a qu'une subvention de fonctionnement de la municipalité, qui soutient depuis l'origine, mais sinon, « *on n'entre dans aucun créneau, nos projets d'action concernent trop simplement le quotidien.* »

Souvent il y a un langage codé, « *nous on décode les sigles sur nos documents, maintenant certains organismes le font de plus en plus souvent.* »

Le groupe ne veut pas démarrer l'action avant d'avoir l'argent. Souvent cela prend du retard « *un jour on y est allés, pour refaire le budget, ça a pris une après-midi.* »

Un des premiers tracts, en 1972, pour une amélioration des transports en commun



Donc il faut établir le projet, avec un calendrier, et puis le dossier revient pour des modifications. Les délais sont alors parfois entamés, **« par exemple pour embaucher une stagiaire de l'université on s'est retrouvés avec l'accord au début des vacances d'été.»**

**« Ensuite il faut rendre des comptes, bon c'est normal mais ça prend encore du temps.»**

**« Ça veut dire quoi être militant ? Les professionnels parfois ça les gêne, ils ne savent pas nous mettre dans des cases, et qu'on soit bénévoles, ça les épate.»**

Il y a le problème de l'argent et du temps pour se déplacer dans les endroits où il est intéressant d'intervenir. Il y a un décalage entre image et réalité **« dans certains colloques ou assises il y a des buffets extra, et on vous invite, mais pas question de défraiement, même pas pour le déplacement.»**

Une année, il y a eu un poste de "tisserand de la santé", une coordinatrice pour mailler le réseau, sur un financement multiple. Mais le poste n'a pas été renouvelé, alors que la fédération commençait à se monter, à coordonner les groupes, avec une personne compétente et qui y croyait, et que la complémentarité entre bénévoles et professionnelle fonctionnait bien :

**« notre fragilité, on la voit bien, un pied de la table casse et tout tombe par terre.»**

Pour le moment le groupe reste donc sur la position de bénévolat, ne voulant pas passer toute son énergie à devoir rechercher chaque année le financement trop incertain d'un poste professionnel, même si c'est vraiment un handicap de ne pas avoir au moins une secrétaire.

Plaquette sur les risques des industries classées "Seveso"



## L'échelle de territoire d'intervention

du village au planétaire ?

**E**ncore un frein à l'obtention de moyens d'initiatives, une conséquence de l'action généraliste : la CLCV ne se limite pas à un territoire de quartier.

Par exemple, si Grande-Synthe est une des premières villes à avoir mis en place un FPH, Fonds de Participation des Habitants, la CLCV n'y est pas invitée, parce que même si c'est un groupe actif, elle n'est pas rattachée à une maison de quartier désignée.

Sur les quartiers, parfois l'association, invitée pour parler d'un problème, entend ensuite : *« eh bien, si vous voulez, on va créer une association sur le quartier sur cette question. »*

*« Et puis on parle de répression syndicale au niveau des entreprises, mais dans les quartiers ça existe aussi, on a parfois l'impression de n'être écoutés que si on va dans leur sens. »*

Si le Développement Durable concerne normalement Economie / Social / Environnement / Participation des habitants, en fait ça s'arrête trop souvent à l'économique et un peu de social, alors qu'on peut prouver que quand on cultive le débat il y a une incroyable intelligence collective.

## Publics

des intérêts particuliers aux enjeux collectifs

**L**e multi-thématique, par rapport au public c'est aussi plus difficile que par exemple mener une action intitulée "challenge contre le cancer", bien identifiée, qui touche directement, tandis que *« Santé / Environnement ça met trop de choses en cause. »*

À l'origine de la ZUP, l'un des premiers habitants, Paul Sueur, était là pour accueillir les familles arrivant. Auparavant, il était permanent de l'APF (CLCV maintenant). Les gens venaient tous d'ailleurs, et ils avaient pratiquement tous les mêmes problèmes (âge, école, logement...). C'était la ville-champignon, on parlait de "cages à lapins en cités dortoirs", et on manquait de tout.

*« Maintenant il y a eu des progrès, et aussi des actions issues des nôtres, et la rançon du succès c'est que souvent une association se monte en ne prenant en compte qu'une partie de nos préoccupations. »*

Par exemple le Centre d'Information sur l'Habitat, outil technique en principe, tient des permanences. *« Du coup nous on perd le lien en direct avec les gens, nous ne voyons plus que ceux qui ont d'énormes problèmes à résoudre, qui ont épuisé tous les recours, et ont donc les dossiers les plus difficiles à solutionner avec eux. »*

## Mobilisation

... et démobilisation ?

À un moment la CLCV entrait même dans l'école comme représentant des usagers au même titre que les associations de parents d'élèves. Aujourd'hui, elle fait des panneaux sur "la santé dans l'assiette", en partenariat avec l'infirmière, et elle est invitée à les présenter. L'association fait également des après-midi "échanges de savoirs faire" avec les élèves, les parents et les membres de l'association pour confectionner et déguster des tartes.

Il est difficile de renouveler les participants. L'association a 35 membres. Ce n'est pas simple à compter: il y a des gens qui paient leur cotisation et qui ne viennent pas et vice-versa! Les gens adhèrent souvent par rapport à un problème particulier; de consommation, de logement... Et il y a des sympathisants qui participent à l'action mais n'ont pas compris l'importance d'adhérer, et que la cotisation fait vivre l'association.

Au débat sur la Polyclinique, entre 60 et 80 personnes, le Maire et le directeur de la Polyclinique sont venus, mais au débat organisé avec la CCLV et l'ADELFA, fédération d'associations de l'environnement, il y avait 200 personnes,

**L**e groupe n'est pas une génération spontanée, ça fait très longtemps qu'il y a un petit noyau de gens conscients et acteurs. *«On mobilise. Par exemple, une personne laborantine à Lille, après nous avoir entendus en réunion, est devenue membre de l'association.»*

On vient à un débat si quelqu'un vous y emmène. Et ensuite les gens prennent plus facilement la parole aussi.

Plaquette de synthèse de l'enquête Santé-Environnement action 2001/2002



*« Par exemple aux Assises Régionales de la Santé, j'ai été la seule non-professionnelle à prendre la parole, et j'ai fait rire les gens et j'ai été applaudie, mais surtout plein de gens m'attendaient à la sortie pour me dire "c'est important ce que vous avez dit, nous c'est pareil". »* Et en répondant qu'on aurait davantage de force si l'on était plusieurs à s'exprimer, d'autres commencent à prendre aussi la parole.

Sur les actions en cours, souvent pendant longtemps il n'y a rien de nouveau, il est donc difficile de maintenir la pression, donc *« on a plusieurs fers au feu : le PDU, la PRASE, la Polyclinique, le Nucléaire, le logement c'est un peu en veilleuse en ce moment. Mais ils ont tous un rapport entre eux : préserver améliore notre santé. »*

*« Mais quand ça traîne, c'est épuisant de mobiliser les gens et ça reste des mois sans bouger. En face de nous on a le néant, même pas un mur, le vide, tu tapes dans du mou. »*

*Et certains hésitent à faire partie d'un mouvement de protestation, les professionnels craignent pour leur emploi, les entreprises menacent plus ou moins explicitement de déménager quand on y a de la famille... »*

Il y a une action Ecole des Parents, mais le groupe analyse le peu de participation par le fait que les gens

ont trop de problèmes vitaux à régler pour s'occuper de l'éducation, même pour une réunion sur la non-violence, ils sont débordés, ils manquent de temps.

Et l'on se rappelle avec humour que *« dans le temps, quand on allait à une réunion à l'école, souvent le / la directeur / trice commençait par son couplet : "les parents ne s'intéressent pas à leurs enfants", "c'est toujours ceux qui ont le plus de problème qu'on ne voit pas"... et pour finir par "il ne faut pas vous en mêler, l'école c'est notre sujet". »*

Plaquette de présentation de l'action pour la Polyclinique



## Le projet

*citoyen au quotidien, pour un monde plus juste et en paix, libérer la parole ?*

**P**ar exemple, sur le SROS, Schéma Régional d'Organisation Sanitaire, il y a eu un protocole d'accord en 2000 entre le Centre Hospitalier de Dunkerque et la Polyclinique de Grande-Synthe pour mieux répartir les compétences. Mais il n'est pas mis en œuvre, alors la CLCV demande aux institutions des informations, et réunit la population pour des débats. Ensemble on fait connaître aux élus et aux responsables notre point de vue, nos attentes, en leur demandant d'agir, pour le bien de tous.

**« Une fois il y a eu une assemblée d'habitants, comme par hasard il n'y avait pratiquement aucun élu, aucun technicien, on essaie de rassembler tout le monde. »**

On appuie, on intervient dans des réunions, qu'il y ait des élus ou pas, si quelqu'un peut nous entendre on parle, et l'association finit par être invitée à siéger dans certains dispositifs.

Libérer la parole pour instituer un vrai débat semble être le fond du projet. Et une fois que quelqu'un l'a prise, les autres le font plus facilement aussi.

**« Je parle parce que je ne suis pas toute seule dans ce cas-là, ou si je ne suis pas directement concernée, je suis au courant. »**

## Réseaux

*pour ne pas disperser les forces*

**S**uite aux actions pour obtenir la Polyclinique, puis sur la réforme hospitalière Juppé en 95, on a organisé des formations sur les réformes, mais on est trop de petites associations, il faut travailler ensemble, pour mobiliser, faire des débats publics, contacter la presse... alors la CLCV s'est "mise en cartel", avec l'ADELFA et d'autres associations qui agissent sur le thème Santé/Environnement.

L'ADELFA, Association de Défense de l'Environnement du Littoral Flandre Artois, regroupe une trentaine d'associations de défense de l'environnement sur des thèmes très pointus, qui se sont réunies parce que les élus jouaient des spécialités de chacun, les dunes d'ici, tels oiseaux de là...

*Les "Tables à poussières": plus efficaces que les technologies les plus sophistiquées pour mesurer les retombées*



## Transformation des participants

capacitation ?

Ils ont des compétences techniques importantes, par exemple ils comprennent les méthodes d'analyse de l'empoussièremement... *«sinon la DRIRE s'appuie sur les données des entreprises. On n'a pas d'argent pour faire faire des expertises contradictoires, de toutes façons comment pourraient-elles être complètement indépendantes avec leurs plus gros clients? Nous apprenons beaucoup les uns des autres et il y a aussi de l'amitié entre nous.»*

De même, pour l'action Polyclinique, il y avait un rassemblement de groupes et d'associations.

Et d'être allés aux Assises de la Santé, aux Etats Généraux, aux Conférences Régionales... ça apprend beaucoup, mais aussi ça a fait connaître, et pour finir on se sent "dans le réseau", invités par exemple à participer au PRASE, Programme Régional d'Action Santé Environnement.

« **P**ar notre engagement on est devenu "capacitation-nés" comme vous dites ! »

Pour participer, il faut du courage mais ça s'apprend, et le groupe, qui se sent revendicatif et pas forcément bien reçu, se forge ses méthodes :

*«Parfois quand on prend la parole on se sent vraiment méprisés, on nous répond n'importe quoi et on ne nous rend pas la parole. Moi j'ai un peu l'accent, et je parle comme on dit "français soutenu", populaire quoi, ils jouent là-dessus pour déstabiliser, faire semblant de ne pas comprendre.»*

*«Maintenant si je suis toute seule dans une réunion, je prends la parole, après avoir préparé et écrit ce que je veux dire, mais j'aime mieux qu'on soit plusieurs pour se retrouver par moments, échanger les informations.»*

*«On est invités au SPPPI, Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles, mais pas au début ; et puis à un moment j'ai compris, je n'émergeais pas sur la liste des présents alors je n'étais plus invitée.»*

A la suite de l'action Comité Hygiène Santé de 1984, l'association a été invitée par l'Ecole de la Santé Publique de Rennes pour présenter aux élèves, lors d'une intervention rémunérée, la méthode de travail des habitants.

Les interventions sont préparées, pour être sérieuses, justifiées et concises ; mais on ressent souvent que cela inquiète certains organisateurs, simplement même de voir qu'on prend des notes.

On s'est rendu compte aussi que les participants ne commencent à écouter vraiment qu'au bout d'un moment. Et enfin il faut essayer d'anticiper les réponses pour ne pas être déstabilisés, et quelquefois oser prendre la parole quand on constate qu'on ne va pas nous la donner.

Comme l'organisation nationale de la CLCV est un peu analogue à celle d'un syndicat, cela apprend aussi en tant qu'association locale à parler à l'intérieur de l'organisation, par exemple pour pousser dans le sens d'une prise en compte des gens en tant qu'habitants/usagers, et pas seulement des consommateurs. L'action Santé-Environnement menée par notre union locale a ainsi été présentée à l'Université d'été et au Congrès, avec des propositions d'amendements pour prendre en compte davantage que les questions du

type disponibilité de médicaments génériques et honoraires des médecins par plusieurs associations locales. Ces propositions ont été prises en compte, la confédération a décidé la création d'un groupe technique Santé dès 2004.

Affiche pour le débat sur les risques de la pollution en 2001



## L'influence sur les institutions

se faire admettre comme partenaire, et "évaluer la prévention"

« **M**ême si on se sent maltraité, au moins on a la satisfaction d'avoir fait passer le message. »

Le principe est que même au cours "d'une grand-messe", il faut quand même que quelqu'un dise le point de vue, les attentes des habitants et qu'élus et techniciens entendent.

*«Tu sèmes, tu ne sais pas ce que tu récoltes, mais il y a des gens qu'on ne rencontrera jamais sinon, et qui sont ceux qui prennent les décisions, alors que dans l'association on est entre copains.»*

Le groupe s'estime aussi assez bien relayé par les médias: l'ASTV (télévision locale de Grande-Synthe) qui à finit par l'inviter, pas encore TV7 (TV locale de Dunkerque), les radios locales, la Voix du Nord (quotidien) et le Phare (hebdomadaire) *« On finit par avoir de l'expérience par rapport à eux, on prépare un dossier de presse avec communiqué... et du coup chacun de nous peut leur parler. On est pris au sérieux.»*

Comment mesurer l'impact ? Quand même on constate des actions, il y a des réunions publiques, des études d'impact, et on est persuadés que si on avait pas agi ce serait pire, que c'est comme évaluer de la prévention. C'est comme pour le cas d'une travailleuse familiale:

comment mesurer, évaluer ce qui ne s'est pas produit, ce qui a été évité (la maladie d'une mère, le placement d'enfants, une hospitalisation, l'alcoolisme...) grâce à l'intervention d'une travailleuse familiale ?

Par exemple, à la suite d'un Communiqué de Presse demandant aux différents candidats des régionales leur position, un représentant de la Direction de l'Agence Régionale d'Hospitalisation est venu rencontrer l'association.

L'association participe au SPPPI, instance de concertation entre industriels, élus, techniciens et habitants où le débat est ouvert, possible, en dehors de toute période de conflit.

"Grains de Sel", le périodique d'information du réseau ADELFA



Jusqu'ici, sur une centaine de polluants rejetés dans l'air, 5 étaient étudiés. Maintenant il y en a 10, c'est peu mais c'est déjà le double.

Parfois aussi, le résultat est positif mais très tardif, on en est à peine informé, c'est plus difficile à valoriser, par exemple sur une action de développement des transports en commun à un coût correct.

Participer aux différentes rencontres permet de libérer la parole, être invités aux dispositifs, rentrer dans un programme régional d'actions, par exemple les Programmes Territoriaux Santé Environnement, mis en place en juin 2003 (même s'ils n'ont pas encore démarré, en 2004).

**De toute façon, pour les habitants, il ne s'agit pas d'être en attente d'une prestation, ni d'une faveur, mais bien d'être considérés comme les partenaires et premiers financeurs de l'action publique, ce que la population est de fait.**

*« La population paie ses impôts, son loyer, l'eau, le gaz, l'électricité, les cotisations sociales, donc tout. L'argent qui est ensuite redistribué par l'administrateur vient des "citoyens"! »*

L'efficacité paraît donc certaine, même si c'est difficile à mesurer parce que **« quand la production augmente et que la pollution n'augmente pas, c'est déjà un progrès. Mais... elle est tellement importante qu'il faut absolument que la pollution diminue de façon importante. »**

Mais on constate le développement de l'information, la diffusion de documents, l'inscription dans les conventions, que **« les associations seront associées... »**

L'association veillant soigneusement sur son indépendance, il arrive néanmoins que l'institution, constatant l'intérêt général défendu, rejoigne son action (par exemple sur la Polyclinique).

Aujourd'hui, l'action continue pour:

- le maintien d'un équipement de soin de qualité pour tous et proche des gens
- la réduction de toutes les pollutions, et ce sera encore une longue histoire.

...



**Ont participé aux rencontres des 12 octobre,  
19 novembre, 14 décembre 2004 et 6 janvier  
2005 qui ont permis la production de ce  
livret :**

Odile COMYN, Anne CORDIER, Loïc GERONNEZ, Marie-Paule  
HOCQUET, Liliane ETCHETO, Eliane VERMERSCH, Jean-Marie  
VERMERSCH.

**Rédaction du livret :**

anne Cordier

**Contact:**

**CLCV**  
18, rue Clémenceau  
59 760 Grande-Synthe  
+33/0 3 28 21 28 79  
clcvgrandesynt@9online.fr

## **L'animation du réseau Capacitation Citoyenne :**

### **Capacitation Citoyenne**

[www.capacitation-citoyenne.org](http://www.capacitation-citoyenne.org)

### **arpenteurs**

[contact@arpenteurs.fr](mailto:contact@arpenteurs.fr)

Tél. : +33(0)4 76 53 19 29

Fax : +33(0)4 76 53 16 78

[www.arpenteurs.fr](http://www.arpenteurs.fr)

9, place des Ecrins

38 600 Fontaine

France

### **Periferia**

[periferia@skynet.be](mailto:periferia@skynet.be)

Tél./Fax : +32(0)2 544 07 93

[www.periferia.be](http://www.periferia.be)

18, rue de Londres

B-1050 Bruxelles

Belgique

Conception graphique et réalisation : © «arpenteurs» 2005  
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.